

Réponse de M. Le Président : Discussions Beauvau

Monsieur le Conseiller territorial, Mesdames et Messieurs, vous m'avez posé deux questions courtes, je vais y répondre de façon aussi brève que possible.

Tout d'abord, vous dire que nous arrivons à la fin de cette année 2022, elle a été une année caractérisée par des événements différents et des sentiments mêlés.

D'abord une année qui a commencé par un drame avec l'assassinat, dans des conditions atroces, d'Yvan Colonna, qui a commencé par la colère dans les rues mais aussi dans les cœurs, une colère qui s'est également enracinée à travers le sentiment d'injustice concernant la situation de Pierre Alessandri et d'Alain Ferrandi et puis après la colère, il y a eu l'espoir, ouvert par le principe d'un processus politique.

Ce processus à vocation historique est-il nécessaire ? Oui.

Ce processus à vocation historique est-il indispensable ? Oui.

Devons-nous tout faire les uns et les autres pour qu'il soit véritablement à vocation historique et pour qu'il réussisse, je dis, pour ma part, avec force et détermination, oui.

Et je sais que le Conseil exécutif, la majorité territoriale, Fà Populù Inseme et au-delà de ce Conseil exécutif et de cette majorité territoriale, une très grande majorité de Corses, nationalistes et non nationalistes, répondent avec force, oui, il faut que ce processus réussisse.

Et je vous demande, à vous Jean-Martin Mondoloni et à votre groupe, à vous Jean-Christophe Angelini, à votre groupe, à Paul-Félix Benedetti et à son groupe, à Josepha Giacometti Piredda et à la sensibilité politique qu'elle représente, voulez-vous que ce processus ait une vocation historique et réussisse ? Il faudra que nous répondions ensemble à cette question, que nous répétions nos réponses et surtout que nous mettions en accord nos actes avec la réponse que nous allons donner aux Corses.

Je m'adresse à tous les élus de cette Assemblée et je m'adresse à tous les Corses et à tous ceux qui s'intéressent au sort de la Corse qu'il n'y a pas de bonnes solutions alternatives et que nous avons le devoir impérieux de réussir ce processus.

En cette fin d'année, je souhaiterais avoir une pensée d'abord pour celles et ceux qui souffrent, et ils sont nombreux en Corse. Je veux voir une pensée envers celles et ceux qui attendent des proches qui sont en prison. Je veux avoir une pensée pour les hommes qui sont en prison et particulièrement pour les prisonniers politiques. Et je veux aussi avoir un mot fort pour dire que nous ne voulons plus de prisons. Nous ne voulons plus de gardes à vue. Nous ne voulons plus de la violence clandestine, nous voulons la paix pour ce pays. Et pour construire la paix pour ce pays, il faut réussir ce processus, et nous le devons à ceux qui ne sont plus là.

Nous le devons à ceux qui sont aujourd'hui en prison et nous le devons aux générations à venir qui n'ont pas vocation à connaître ce que nous avons connu. Et je le dis avec une conviction absolue et une détermination inébranlable : nous devons réussir.

En ce qui me concerne, je parle sous le contrôle de ce qu'ont été mes mots et mes actes.

En décembre 2015, mon premier discours de Président du Conseil exécutif a été de dire qu'il fallait un processus de dialogue entre la Corse et l'État. Aux fins de construire une solution politique globale, un processus de dialogue impliquant l'ensemble des forces politiques de l'île et l'ensemble des forces vives, diaspora comprise.

Je l'ai dit en 2015, je l'ai dit à mes interlocuteurs présidentiels et ministériels entre 2015 et 2017. Je l'ai redit dans mon discours d'investiture, dans les mêmes termes en 2017. Je l'ai dit à mes interlocuteurs

présidentiels et ministériels entre 2017 et 2021. Je l'ai dit dans les mêmes termes en juin et juillet 2021, à l'occasion du mandat qui vient de s'ouvrir.

Nous devons réussir, vous me demandez Jean-Martin, est-ce que je pose des préalables ? On ne va pas vers un processus historique en posant des préalables, je l'ai dit à Gérald Darmanin lorsqu'il a parlé de ligne rouge. Vous ne pouvez pas poser de préalable. vous pouvez me dire, et je l'accepte, que dans votre position d'aujourd'hui, vous ne souhaitez pas que des décisions constitutionnelles soient prises sur le peuple corse, ou que des décisions politiques soient prises sur les prisonniers politiques . Mais vous ne pouvez pas mettre des lignes rouges sur ces questions parce que ces questions sont essentielles et elles structurent elles aussi le débat et le dialogue politique que nous devons avoir.

Je dis, et nous sommes nombreux à dire qu'un processus à vocation historique s'inscrit bien sûr dans la durée, qu'il implique des concessions de part et d'autre, à fortiori au début du processus, pour le consolider, mais qu'il implique aussi des gestes politiques forts. Personne ne demande au gouvernement de tenir la main des juges ! Personne ne vient dire que le principe de séparation de la justice et du pouvoir exécutif n'existe pas en France, mais nous disons aussi que lorsqu'un gouvernement et un État veulent construire une solution politique, veulent réussir un processus, ils créent les conditions politiques pour que ce processus réussisse. Et nous ne demandons rien d'autre, rien de plus, mais certainement rien de moins. Que la création de ces conditions politiques, qui seront de nature à nous dire, à nous, à vous dire à vous, à droite, à dire aux gens de gauche, à dire aux Corses en général, que le moment de tourner la page d'une logique de conflit qui dure depuis 60 ans dans la période contemporaine, que ce moment-là est venu, et notamment les nationalistes nous l'avons dit clairement. Et y compris les indépendantistes quel que soit leur mouvement et y compris celles et ceux qui, historiquement, ont été solidaires de la violence clandestine et y compris celles et ceux qui l'ont pratiqué. Et vous savez que, en ce qui me concerne, j'ai toujours plaidé pour que la violence clandestine s'arrête définitivement. Il n'y a pas de présent heureux ni d'avenir de liberté et d'émancipation sur le chemin de la clandestinité politique, des prisons ou de la violence.

Le corollaire de la réussite et de l'émancipation, c'est la démocratie comme méthode et comme objectif. C'est en tout cas ma conviction.

Alors, 2^{ème} question, et je termine, nous faut-il une méthode ? Nous en avons déjà posé les jalons. Travailler ensemble. Bien sûr, nous avons eu des espaces. Nous allons travailler sur le statut d'autonomie. Nous allons travailler sur les questions économiques, nous allons travailler sur les questions sociales, nous allons travailler sur l'énergie, nous allons travailler sur la structure fiscale et budgétaire de la Collectivité de Corse, celle dont elle a besoin pour atteindre nos objectifs communs ! Nous allons construire ensemble un chemin qui n'est pas celui de l'unanimité et je m'adresse à Paris. On n'a jamais vu un processus qui, pour avancer, ou se concrétiser, requiert de la part des parties l'unanimité totale. Il y a en Corse des urnes qui ont parlé. Il y a en Corse une majorité et une ou des oppositions.

Il ne peut être question d'une tyrannie de la majorité, mais celles et ceux qui sont légitimes aujourd'hui pour discuter au nom de la Corse sont celles et ceux qui, dans la diversité de leurs convictions, ont été désignés à cette fin par le suffrage universel, même si, bien sûr, ils n'ont pas le monopole de la parole et que ce processus doit impliquer l'ensemble des forces vives, l'ensemble des forces sociales, économiques. La jeunesse au premier rang lors des manifestations.

Oui nous allons travailler, mais avant ça, et je termine par où j'ai commencé, passons ces fêtes de Noël, faisons en sorte qu'il n'y ait plus personne en prison.

Faisons en sorte que personne ne connaisse à nouveau des gardes à vue ou des emprisonnements ! Et puis réunissons-nous avant de parler à l'extérieur, sans effet de manche, sans surenchère en nous

regardant dans les yeux et en nous disant : “nous savons d’où nous venons, nous savons ce que nous avons vécu, nous savons où nous sommes en train d'aller” !

Alors ayons cette discussion et décidons ensemble et je suis sûr que le choix que nous ferons ensemble nous portera vers la réussite collective, vers la paix et vers l’émancipation de ce pays.

Je vous remercie.